

L'Europe selon Goldsmith

COMMENÇONS PAR COMPRENDRE les effets d'une monnaie unique lorsqu'elle est imposée à des régions riches et pauvres. Pour cela, tirons les leçons de l'expérience de l'Italie et de l'Allemagne.

L'économie de l'Italie du Nord est compétitive et crée des emplois tandis que celle du Sud est moins efficace. Les chômeurs du Sud tentent donc de chercher du travail dans le Nord. Afin d'enrayer cette migration, les Italiens ont subventionné le Sud afin d'y créer des emplois et d'y stabiliser la population. Ainsi ont été créés la Cassa del Mezzogiorno et ses successeurs, à travers lesquels des transferts financiers massifs ont été effectués. Cette politique fut un échec. Pour une grande part, l'argent a été mal investi, volé ou détourné à des fins politiciennes. Au lieu de créer l'emploi, les subventions auront développé la corruption. Et ceci sans réussir à éviter une migration massive du Sud vers le Nord déracinant des communautés méridionales et déstabilisant celles du Nord.

Ce fiasco a engendré un profond mécontentement. Lors des dernières élections, la Ligue lombarde - parti qui s'est donné pour objectif l'indépendance de l'Italie du Nord - est devenue la formation politique la plus importante de sa région. D'autres mouvements séparatistes ont fait leur apparition ailleurs, comme la Ligue vénitienne et la Ligue toscane.

Je n'insisterai pas sur le cas bien connu de l'Allemagne où nous assistons, depuis la réunification, à de massifs transferts de capitaux d'Ouest en Est, Toutes ces subventions ont été payées par des citoyens d'un même pays en faveur de leurs compatriotes défavorisés, Des forces centrifuges bien plus fortes se déchaîneraient si des contributions excessives étaient versées par des Français, des Anglais ou des Hollandais, en faveur des Grecs ou des Siciliens.

Une monnaie européenne unique signifierait qu'un pays tel que la Grèce ne pourrait plus dévaluer sa monnaie par rapport à celle des Pays-Bas, par exemple. Si, après une période de stabilité économique lui donnant plein accès à l'Union monétaire, la Grèce voyait sa compétitivité et son économie décliner, Athènes ne pourrait plus redresser la situation en dévaluant sa monnaie pour ajuster l'économie aux faits. Pour maintenir cette situation artificielle, les autres Européens devraient subventionner la Grèce.

Faute de quoi, comme en Italie, on verrait se développer une émigration massive des chômeurs.

Le Traité reconnaît ces problèmes, L'article 130C stipule que « le Fonds Européen de développement régional est destiné à contribuer à la correction des principaux déséquilibres régionaux dans la Communauté...»

Le Protocole sur la cohésion économique et sociale, annexé au Traité, note que « la Banque Européenne d'Investissement prête des

sommes considérables et de plus en plus importantes au bénéfice des régions les plus pauvres.»

L'article 123 déclare: « il est institué... un Fonds social européen qui vise à promouvoir, à l'intérieur de la Communauté, les facilités d'emploi et la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs...»

Mais il est déplorable que le Traité passe sous silence les dégâts profonds causés par la «mobilité géographique ». Partout, dans le monde, nous sommes les témoins du drame social qui en résulte dans les mégapoles. « Promouvoir» la mobilité géographique est une grave erreur. Bien sûr, les zones riches doivent aider celles qui le sont moins. Mais nous ne devrions pas mettre sur pied un système qui fige les régions pauvres dans leur condition et qui déstabiliserait l'Europe tout entière.

Les partisans des propositions de Maastricht soulignent généralement trois points:

1) Le processus ouvert par le Traité est dans le droit fil des premières grandes étapes de la construction européenne : Traité de Rome; création en 1979 du Système monétaire européen; signature de l'Acte Unique en 1985. Ces trois étapes furent excellentes et ne peuvent, bien sûr, être remises en cause quel que soit le vote sur Maastricht. Elles ont respecté les exigences fondamentales d'une construction européenne fondée sur le respect des nations qui la composent. Loin de s'inscrire dans cette continuité, Maastricht marque une rupture.

2) Les partisans du Traité avancent que, de facto, les taux de change des principales monnaies européennes entre elles sont d'ores et déjà fixés dans le cadre du SME. Le récent débat qui s'est ouvert en Italie et en Grande-Bretagne au sujet de la dévaluation de leurs monnaies vient d'ébranler cette analyse.

3) Ces mêmes personnes avancent aussi: « Imaginez la situation aux Etats-Unis s'il existait plusieurs monnaies et non une seule! » En aucun cas les Etats-Unis ne sauraient être un modèle pour l'Europe. L'Amérique est le fruit de l'immigration. Sa population, en pleine mutation surtout depuis les nouvelles lois d'immigration établies en 1965, est composée d'agglomérats hétérogènes d'individus issus de groupes ethniques et culturels divers.

A bien des égards l'Amérique est plus un espace peuplé qu'une nation édifée sur un héritage culturel commun. C'est l'antithèse de l'Europe. De toute façon, le système économique y a déraciné des millions de personnes, entraînant une migration massive du Sud vers les villes de l'Ouest et du Nord. Les conséquences tragiques de ce phénomène sont bien connues.

On a récemment redécouvert quelques vérités qui longtemps passèrent pour démodées :

- Les nations existent vraiment. Elles peuvent survivre pendant des générations sous le joug d'un impérialisme totalitaire et dans des

constructions artificielles où on les avait regroupées. Les exemples de l'ex-Union soviétique, de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie, de l'Irlande, de l'Afrique du Sud, etc ... ne cessent de témoigner de cette longue survivance de la réalité nationale.

- Les méga-nations centralisées formées de populations hétérogènes sont instables. Ainsi, nous avons pu assister à la chute du Kremlin et à la paralysie de la Maison Blanche.

Le Traité de Maastricht n'ignore pas ces problèmes et met en avant le principe de « subsidiarité ». C'est une bonne chose. Mais l'esprit d'une substantielle partie du Traité pousse à la création d'un super-Etat qui uniformiserait les nations par les vertus d'un pouvoir centralisateur croissant.

Prenons du recul, pesons les raisons pour lesquelles nous avons besoin d'une Europe unie et forte et réfléchissons à ce que devraient être ses priorités.

Pendant près d'un demi-siècle, la géopolitique fut relativement simple. Chacun avait fini par savoir que le monde était dominé par deux super-puissances qui, l'une au nom du communisme, l'autre au nom du libéralisme, s'affrontaient dans tous les domaines. Les autres nations devaient choisir leur camp. Les alliances internationales reflétaient ce grand schisme. Aujourd'hui, une seule super-puissance demeure. Mais en perdant son ennemi, elle a perdu son propre sens de l'orientation. Le monde est inquiet à l'idée qu'une nation, quelles que soient ses bonnes intentions et quelque providentiel qu'ait été son rôle antérieur, se sente le droit et même le devoir d'instaurer un « nouvel ordre mondial ».

Nous avons besoin de nouveaux objectifs et des moyens pour les atteindre.

Politique étrangère et sécurité

Nous n'avons plus, on le sait, d'ennemi clairement identifié. La guerre peut éclater n'importe où. Certains conflits - mais pas tous - pourront menacer les intérêts vitaux de l'Europe et la paix du monde. De nouvelles alliances doivent remplacer les structures héritées de la Guerre froide et pour les définir, l'Europe unie doit assumer un rôle dirigeant.

De plus, l'Europe doit être capable de se défendre elle-même. Les troupes américaines devront se retirer du Vieux Continent car, à l'ère de l'après-guerre froide, leur présence en Europe est aussi saugrenue que le serait le stationnement de troupes européennes aux Etats-Unis.

Les dispositions du Traité de Maastricht concernant la politique étrangère et la sécurité commune ainsi que les termes de la Déclaration relatifs à l'Union de l'Europe Occidentale, annexée au Traité, constituent des premiers pas prometteurs vers une nouvelle géopolitique.

Au plan national et européen, notre priorité est claire: défendre nos frontières contre toute invasion, qu'elle soit armée ou pacifique. Nous vivons dans un monde instable dont la population - déjà 5,5 milliards - croît rapidement. Les nations à qui manquent la volonté et les moyens de protéger leur territoire seront submergées et détruites.

Economie

L'Europe a besoin d'une monnaie commune forte qui puisse devenir une monnaie de réserve non seulement pour l'Europe mais aussi pour le reste du monde.

L'Ecu devrait devenir, non pas une monnaie unique, comme le propose Maastricht, mais une monnaie supranationale que soutiendraient les économies de toutes les nations européennes. Chacune d'elles conserverait sa propre monnaie, qui serait convertible en Ecus, comme c'est le cas aujourd'hui. Les monnaies nationales devraient chercher à assurer convergence et stabilité mais afin de s'ajuster à la réalité, elles pourraient être dévaluées ou réévaluées par rapport à l'Ecu. L'Ecu serait géré par le Système Européen de Banques Centrales (SEBC) et par la Banque Centrale Européenne (BCE), suivant d'ailleurs en cela les orientations élaborées par Maastricht.

Il est impératif que l'Ecu acquière un rôle mondial, non seulement pour refléter la position de l'Europe, mais aussi parce que, dans les faits, le monde n'a actuellement qu'une seule monnaie de réserve, le dollar. Dans les années 20, au fur et à mesure que la livre sterling s'affaiblissait, le dollar assumait la plupart des fonctions de monnaie de réserve. A présent, si le dollar venait à perdre sa crédibilité, il n'existerait plus aucun recours. Et c'est là une situation dangereuse. Souvent on me demande la différence entre « monnaie unique » et « monnaie commune ». J'explique que c'est la même qui existe entre un paralysé et un athlète. La monnaie unique est figée, incapable de s'ajuster aux réalités. La monnaie commune est souple et peut répondre aux inévitables variations économiques nationales.

Agriculture

La vocation de l'agriculture est de fournir de la nourriture saine, au prix optimal et en quantités telles que soit garantie l'auto-suffisance alimentaire de l'Europe. Et cela dans des conditions qui préservent les campagnes, respectent l'environnement et, point très important, assurent la stabilité de la population rurale.

Nous avons trop longtemps accepté ce dogme: les grandes exploitations agricoles mécanisées produisent davantage de denrées, à meilleur marché, pour le bénéfice de tous.

C'est faux. Cette manière de calculer ne prend en compte qu'une dimension. Lorsqu'elles quittent la terre, les populations rurales s'agglutinent dans les villes à la recherche d'un travail. Il faut donc tenir compte aussi des coûts de l'accroissement du chômage, de ceux de l'aide sociale et du développement des équipements

urbains. Il existe encore un autre prix à payer. Dans l'industrie, lorsque des emplois sont supprimés, l'équilibre fondamental de la société n'est pas altéré. Certaines entreprises déclinent, d'autres surgissent. L'exode rural, en revanche, provoque des mutations essentielles et irréversibles. Il dépeuple les campagnes et enfle les grandes villes.

Le coût réel ne pourra jamais être calculé dans toute son étendue, tant est profond le mal infligé.

Je souligne cela parce que, précisément, les négociations actuelles du GATT cherchent à imposer à l'Europe des normes qui, sous couvert d'étendre le libre-échange, ravageraient le monde rural et par conséquent la nation tout entière. Lorsque l'Europe s'étendra, notamment à l'Est, les dégâts seront encore plus graves. Le nombre de réfugiés du GATT atteindrait alors un niveau historique.

Certains brandissent la menace de représailles commerciales si l'Europe n'acceptait pas ces règles, Fort heureusement, la France s'y oppose, Le libre-échange n'est pas une religion, C'est un simple outil qu'on doit utiliser lorsqu'il est bénéfique, Ce sont les gens qui profèrent ces menaces qui devraient trembler à l'idée que l'Europe puisse fermer ses portes.

C'est pourquoi je suis favorable aux propositions de Maastricht visant à développer une politique étrangère européenne commune, Seule une Europe forte et unie est capable de protéger ses intérêts vitaux,

Culture

Le Traité de Maastricht stipule que « la Communauté contribue à l'épanouissement des cultures des États membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, mettant en évidence l'héritage culturel commun. » C'est bien.

L'Europe ne doit pas chercher à créer une culture homogène.

Actuellement, l'Europe est soumise à une agression culturelle grave. Nous sommes inondés sur pratiquement toutes les chaînes de télévision, au cinéma, etc... par des productions issues des valeurs de la culture urbaine de la drogue, du crime et autres fléaux sociaux. La plupart de ces productions sont d'origine américaine bien que de nombreux Américains les rejettent avec dégoût. Rien n'est plus fondamental que la perte de sa propre culture et la contamination par les pathologies sociales des autres cultures. L'identité et les traditions d'une communauté constituent son héritage et fournissent le pilier vital de sa stabilité. Les nations européennes doivent créer des conditions qui permettent à leurs citoyens de reprendre le dessus et de retrouver leur prééminence sur le plan culturel, chez eux. Les gouvernements devront prendre les mesures assurant la priorité aux Européens en Europe.

Environnement

L'article 130R du Traité aborde la question de l'environnement. Il est prometteur, mais il ne va pas assez loin. Bien entendu, nous avons besoin de prospérité économique et il est certain que le développement économique doit tenir compte de ses répercussions sur l'environnement. Mais la croissance ne présente aucun avantage si elle sème les graines de sa propre destruction. Si elle chasse les paysans vers les villes, si elle provoque des migrations transnationales qui hypertrophient des mégalo-pôles déjà saturées, alors les sociétés seront ébranlées dans leurs fondements mêmes, avec toutes les évidentes conséquences politiques et sociales.

De nombreux pays n'ont pas su comprendre les effets de leur précipitation dans la course vers la croissance économique. Leurs villes seront devenues des tumeurs tragiques et malsaines où s'entassent des individus déracinés dont les familles ont éclaté et dont les traditions culturelles ont été anéanties. Ces pays s'imaginent que les épidémies du crime et de la drogue peuvent être enrayerées par l'action de la police. Ils ne comprennent pas que ces phénomènes ne sont que les symptômes de la dégénérescence de leur société. La croissance économique n'est valable que pour autant qu'elle assure la stabilité de la société.

L'Europe est une nécessité. Le Traité de Maastricht contient nombre d'initiatives positives. Mais il doit et peut être renégocié afin de corriger les erreurs qu'il comporte, erreurs qui mineraient, à coup sûr, la création de l'Europe forte et unie dont nous avons besoin.

C'est pourquoi je voterai contre Maastricht, avec l'absolue conviction que si une majorité adopte cette attitude, nous aurons bientôt l'occasion de voter pour l'Europe.